***Région Nouvelle Aquitaine***

***Département de la Corrèze***

***Préfecture de la Corrèze***

**Rapport unique, conclusions et avis du commissaire enquêteur relatifs à l’enquête publique unique préalable à la Déclaration d’Utilité Publique et à l’Autorisation Environnementale relative à l’opération de déviation routière du bourg de la commune de Lubersac portée par le conseil départemental de la Corrèze**



***ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE***

***Réalisée du 15 juin 2023 au 17 juillet 2023***

***CONCLUSIONS ET AVIS***

***DÉCLARATION D’UTILITÉ PUBLIQUE***

***Commissaire Enquêteur***

**M. Pierre MONTEIL**

**SOMMAIRE**

|  |  |
| --- | --- |
| **1-DONNÉES PRÉLIMINAIRES** | **3** |
| **2-PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU PROJET** | **4** |
| 2.1 La genèse du projet | **5** |
| 2.2 Le projet de déviation du bourg de Lubersac | **6** |
| 2.3 Organisation et déroulement de l’enquête publique | **8** |
| 2.4 Conformité et compréhension du dossier sur la forme | **9** |
| 2.5 Retour sur l’enquête | **11** |
| 2.5-1 La publicité | **11** |
| 2.5-2 La concertation | **12** |
| 2.5-3 La participation | **14** |
| **3- ACCEPTATION SOCIALE DU PROJET** | **14** |
| **4- BILAN GLOBAL** | **15** |
| **5- ANALYSE DES OBSERVATIONS** | **20** |
| **6- CONCLUSIONS ET AVIS MOTIVÉ DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR** | **40** |

***1-DONNÉES PRÉLIMINAIRES***

La procédure d’expropriation permet à une collectivité territoriale de s’approprier des biens immobiliers, notamment agricoles, dans la perspective de réaliser un aménagement à caractère d’utilité publique.

Sous conditions que les atteintes à la propriété privée, le coût financier et dans une certaine mesure les inconvénients liés à l’environnement ou à l’ordre social ne soient pas excessifs au regard de l’intérêt du projet, l’opération d’expropriation eu égard l’intérêt qu’elle présente peut être déclarée d’utilité publique.

La Déclaration d’Utilité Publique (DUP) porte conjointement sur :

 L’utilité publique de l’opération de déviation routière du bourg de la commune de Lubersac

 La délivrance de l’Autorisation Environnementale aux titres du volet « protection de l’eau et milieux aquatiques » et de demande de « dérogation aux mesures de protection des espèces protégées ».

Cette enquête publique s’appuie sur une étude d’impact.

Par décision référencée n° E23000037/87 DUP 19 du 27 avril 2023, Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Limoges a désigné Monsieur Pierre MONTEIL, commissaire enquêteur figurant sur la liste départementale couvrant l’année 2023, en vue de procéder à l’enquête publique unique préalable à la Déclaration d’Utilité Publique (DUP) et à l’Autorisation Environnementale au titre de la protection de l’eau et des milieux aquatiques et de la demande de dérogation sur les mesures de protection des espèces protégées, enquête publique relative à l’opération de déviation routière du bourg de Lubersac.

***Cadre général***

L’enquête publique unique est prescrite par Monsieur le Préfet de la Corrèze, ci-après dénommé « l’autorité organisatrice » en date du 15 mai 2023.

Le dossier soumis à une enquête publique unique concerne la demande d’autorisation environnementale de Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Corrèze du 21 décembre 2022 et la demande de déclaration d’utilité publique de Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Corrèze en date du 21 mars 2023.

Elle a pour triple objet :

 La Déclaration d’Utilité Publique de l’opération en application des articles L.121-1 et suivants, R.112-1 à R.112-7 du code de l’expropriation pour cause d’utilité publique

 La délivrance de l’Autorisation Environnementale prévue par les articles L.123-1 et suivants, L.214-1 et suivants, L.411-1 et R.122-2 et R.123-1 du code de l’environnement.

 L’autorisation de défrichement relevant des articles L.341-3 et suivants du code forestier

Le projet de déviation routière du bourg de Lubersac ne fait pas l’objet d’une étude d’impact systématique conformément au décret 2016-1110 du 11 août 2016.

Ce projet est soumis à la procédure d’examen au cas par cas au titre de la rubrique 6 du tableau figurant en annexe de l’article R.122-2 du code de l’environnement.

Le maître d’ouvrage a décidé de ne pas déposer une demande d’examen au cas par cas et de réaliser directement une étude d’impact.

L’Autorité Environnementale, la Mission Régionale d’Autorité environnementale Nouvelle Aquitaine (MRAe) a rendu son avis le 12 mai 2023 en application des articles L.122-1 et R.122-2 du code de l’environnement et il est joint au dossier de consultation pour y être porté à la connaissance du public.

L’avis de la MRAe nécessite la production d’un mémoire en réponse de la part du porteur de projet conformément aux articles L.122-1 V et VI du code de l’environnement, celui-ci a été rendu en date du 14 juin 2023.

Le Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN) a été consulté en application de l’article R.411-13-1 du code de l’environnement en lien avec la présence du sonneur à ventre jaune et de la noctule commune sur le site, suivi d’un mémoire en réponse du maître d’ouvrage annexé au dossier le 1er juillet 2023.

Le projet nécessitant de recourir à l’expropriation, il convient de mener une enquête préalable à la déclaration d’utilité publique.

L’obtention éventuelle de la DUP permettra d’engager le processus pour obtenir les arrêtés de cessibilité des terrains concernés éventuellement, puis l’ordonnance d’expropriation.

***2- PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU PROJET***

Le présent avis concerne exclusivement la Déclaration d’Utilité Publique relative à l’opération de déviation routière du bourg de la commune de Lubersac.

Le projet est entièrement localisé sur la commune de Lubersac, située à l’ouest du département de la Corrèze, à environ 40 km au nord-ouest de Tulle et de Brive.

Cet aménagement est destiné à réduire le trafic dans le centre-bourg de Lubersac, notamment celui des poids lourds qui transitent entre l’échangeur de l’A20 et les zones d’activités de Lubersac et d’Arnac-Pompadour.

Les objectifs de l’opération portent donc sur :

 La réduction du trafic de transit dans l’agglomération et le centre-bourg et plus particulièrement du trafic de poids lourds ; il doit en résulter une baisse significative des nuisances actuellement supportées par les riverains et une diminution des risques d’accidents ;

 Une amélioration générale des conditions de circulation, engendrant une diminution et une fiabilisation des temps de parcours.

***2.1 La genèse du projet***

Situé à proximité de l’A20, (12,5 km de l’échangeur de Beausoleil et 19 km de l’échangeur d’Uzerche-Sud), le bourg de Lubersac est un carrefour important de l’ouest du département de la Corrèze, dont les principales voies sont la RD 901 liaison interdépartementale entre la Haute-Vienne et Brive ; via Saint-Yriex la Perche et la RD 902 liaison entre l’autoroute A20 et la RD 901 à Lubersac.

Lubersac fait partie de la communauté de communes du Pays de Lubersac-Pompadour composée de 12 communes avec une population d’environ 7 500 habitants en 2017.

Lubersac est la commune la plus peuplée de l’intercommunalité avec 2 230 habitants en 2017, soit environ 30 % de la population de la communauté de communes.

Ce sont des axes économiques importants qui desservent les zones industrielles de Lubersac, ainsi que celles d’Arnac-Pompadour et Saint-Sornin-Lavolps.

Malgré le maillage routier déjà présent sur le secteur, il existe très peu d’itinéraires de substitution et il persiste une circulation importante de poids lourds qui traverse le centre du bourg.

La RD 901 se retrouve ainsi empruntée par près de 4 250 véhicules par jour et la RD 902 par environ 2 600 véhicules par jour.

En outre, une urbanisation linéaire s’est développée le long des voies et les traversées de l’agglomération se sont considérablement allongées.

Cela a entraîné une diminution de la fluidité de l’itinéraire et des problèmes de nuisances croissants sur les riverains et les commerçants.

De plus, la mixité des usages (liaison routière entre les bourgs, activités agricoles vers les industries agro-alimentaires, desserte riveraine…) engendre des conflits entre les différentes catégories d’usagers, pénalisant ainsi l’accès aux activités économiques.

Enfin, l’usage des modes de déplacements doux (marche, vélo) est aujourd’hui limité compte tenu du trafic routier dangereux sur la voie.

Compte-tenu de ces conflits d’usage entre vocation de desserte résidentielle et écoulement du trafic, il apparait comme un enjeu fort de réaliser une déviation de la RD 902 au droit du bourg de Lubersac.

***Avis du Commissaire enquêteur :***

***En s’appuyant sur les critères ayant guidés au choix du projet, le commissaire enquête constate que celui-ci s’inscrit dans le droit fil du développement durable via la mise en œuvre d’un aménagement durable du territoire de Lubersac.***

***Ce projet à valeur sociétale présenté à l’enquête publique est appelé à être une plus-value pour la collectivité, pour le développement économique, le développement touristique et pour la protection de l’environnement.***

***2.2 Le projet de déviation du bourg de Lubersac***

Le développement du projet est mené par le département de la Corrèze qui cumule à la fois les fonctions de maître d’ouvrage et maître d’œuvre tout en assurant le financement.

Cet aménagement consiste en la création d’une voie nouvelle à deux voies d’une longueur de 3,39 km.

Le tracé contourne par le sud la zone industrielle du Verdier, puis s’inscrit en rive gauche du ruisseau de la Faucherie.

Il s’écarte assez rapidement du ruisseau de la Faucherie et de son vallon et traverse des espaces agricoles sur le plateau près de Peyrat jusqu’à la traversée de la RD 148.

Le tracé suit ensuite le vallon de la Faucherie sur sa rive gauche, passe entre les hameaux la Faucherie et Chabanas, avant de rejoindre la RD 902 à l’est de la Chabassière.

Le raccordement à la RD 148 vers le centre-bourg de Lubersac se fait par une voie nouvelle d’environ 310 m de long.

Les échanges avec la déviation sont réalisés par l’intermédiaire d’un carrefour plan avec tourne-à-gauche.

Le projet comporte également une voie de raccordement à la zone industrielle du Verdier, d’environ 290 m de long.

Les échanges de cette voie avec la déviation se font également par l’intermédiaire d’un carrefour plan avec tourne-à-gauche.

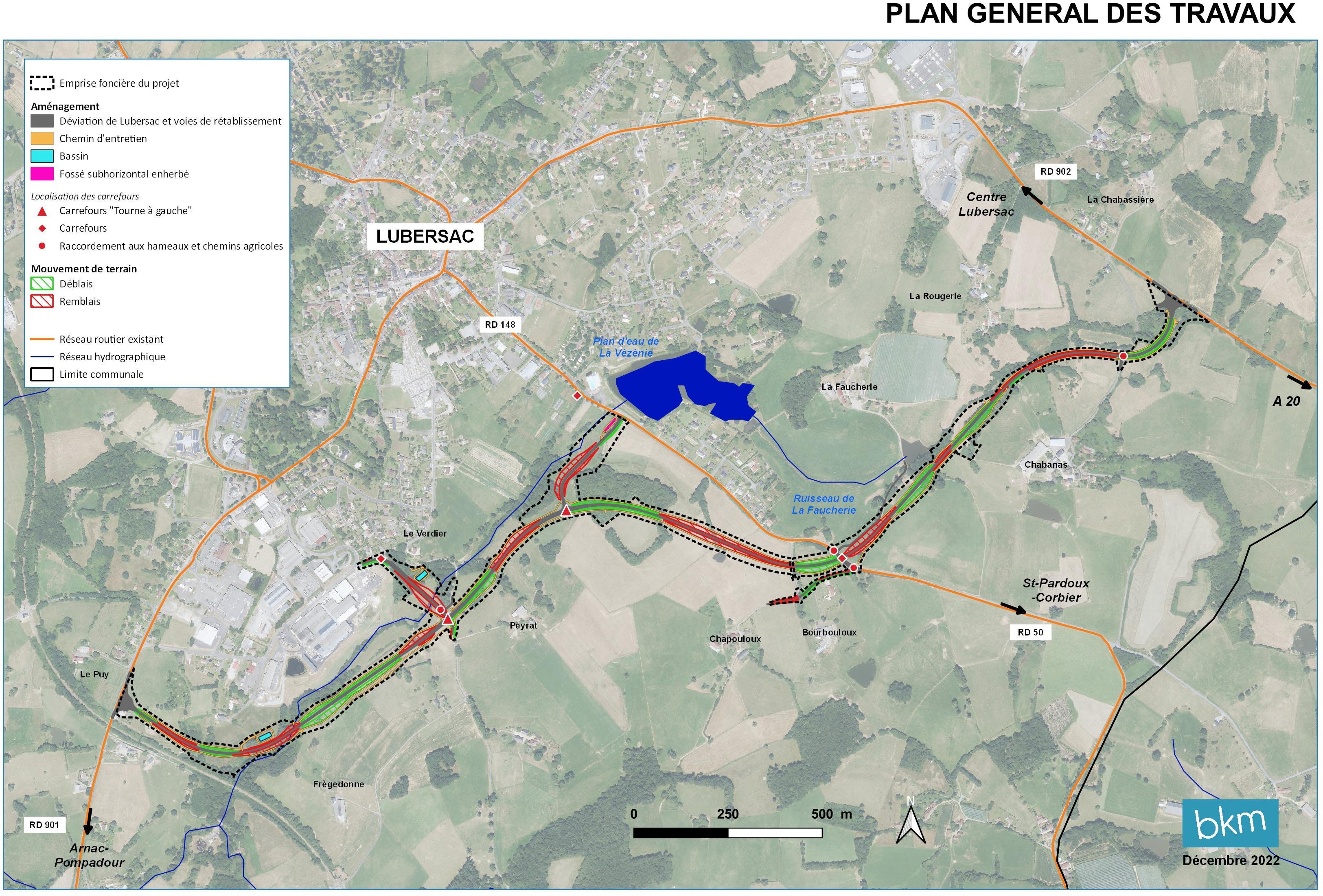
À ses extrémités, le projet est relié à la voirie existante grâce à deux carrefours giratoires :

 Un à l’ouest, avec la RD 901,

 Un à l’est, avec la RD 902.

Ces deux carrefours plans sont disposés afin de permettre les dessertes locales : à l’est, pour desservir le hameau « Chabanas », au centre, pour relier la RD 50 vers Saint-Pardoux-Corbier et desservir les hameaux « Faucherie » et « Chapouloux ».

Pour s’adapter aux différentes contraintes imposées par l’occupation du sol et la topographie du site traversé, l’aménagement de la déviation de Lubersac aura des caractéristiques géométriques dimensionnées en appliquant les recommandations pour la conception générale et la géométrie de la route « aménagement des routes principales » édité par le SETRA, août 1994, pour le type de routes : R 60-2 voies en relief vallonné.



Le tracé du projet intercepte les écoulements en provenance de la vallée du ruisseau de la Faucherie et des talwegs de ses ruisseaux affluents.

17 ouvrages hydrauliques sont prévus pour les rétablissements hydrauliques (8 dalots et 7 buses) dont 2 ouvrages hydrauliques sont situés sur le ruisseau de la Faucherie.

Le dimensionnement a été réalisé à partir d’une modélisation hydraulique permettant de prendre en compte la forme complexe de l’ouvrage (ouvrage cadre avec banquette).

En outre, 3 ouvrages de rétention seront aménagés pour traiter l’ensemble des eaux pluviales (EP) issus de la plateforme.

L’investissement du projet représente un cout de 13.2 M € TTC réparti de manière suivante :

 Travaux : 11.4 M€

 Études, assistances et contrôles : 1.35 M€

 Acquisitions foncières : 0.45 M€

Le coût total des mesures compensatoires intégrées au montant des travaux représente : 1.096 M €.

Le département de la Corrèze assure la totalité du financement de l’opération.

Il apparait comme un enjeu fort de réaliser une déviation de la RD 902 au droit du bourg de Lubersac afin de réduire le trafic de transit dans l’agglomération et le centre-bourg et plus particulièrement du trafic de poids lourds.

Il doit en résulter une baisse significative des nuisances actuellement supportées par les riverains et une diminution des risques d’accidents ainsi qu’une amélioration des accès aux activités économiques de Lubersac, ainsi qu’à celles d’Arnac- Pompadour et Saint-Sornin Lavolps, pourvoyeuses d’emplois.

À l’issue de ce projet une amélioration des conditions de vie et de la qualité des espaces publics dans le centre-bourg de Lubersac est susceptible à terme de redynamiser sa démographie et sa vie économique ce qui constitue une ambition forte de la commune de Lubersac et plus largement du Pays de Lubersac-Pompadour.

***2.3 Organisation et déroulement de l’enquête publique***

L’enquête publique s’est déroulée du jeudi 15 juin 2023 au lundi 17 juillet 2023 inclus soit sur une période de 33 jours consécutifs, en mairie de Lubersac, siège de l’enquête.

Le commissaire enquêteur a relevé que l’ensemble des conditions règlementaires appliquées au volet publicité de l’enquête ont été respectées notamment en ce qui concerne l’affichage de l’avis sur huit points du tracé, en mairie de Lubersac, sur le panneau d’affichage lumineux de la commune ainsi que sur le site de la commune de Lubersac.

De nombreux compléments d’informations ont été ajoutés à la publicité règlementaire rendant le volet information de l’enquête, de l’avis du commissaire enquêteur, à l’abri de tout reproche.

Le commissaire enquêteur s’est tenu à la disposition du public au cours des 5 permanences qui ont eu lieu en mairie de Lubersac selon les jours et heures définis à l’article 2 de l’arrêté préfectoral en date du 15 mai 2023.

 Jeudi 15 juin 2023 de 9h à 12h

 Vendredi 23 juin 2023 de 14h à 17h

 Samedi 1er juillet 2023 de 9h à 12h

 Mercredi 12 juillet 2023 de 9h à 12h

 Lundi 17 juillet 2023 de 14h à 17h

Trois possibilités étaient offertes au public pour déposer leurs observations :

  Écrits sur le registre d’enquête mis à disposition à la mairie de Lubersac

 Par courrier envoyé au siège de l’enquête à l’attention du commissaire enquêteur

 Envoi par mail à l’adresse dédiée ouverte pour l’occasion à la Préfecture de la Corrèze

Le commissaire enquêteur a comptabilisé 30 contributions réparties de la manière suivante :

 Sur registre : 20

 Par courrier : 9

 Par mail : 1

 Oralement : plusieurs non enregistrées

Les observations recueillies au cours de l’enquête publique unique préalable à la Déclaration d’Utilité Publique, à l’autorisation environnementale (loi sur l’eau et demande de dérogation aux mesures de protection des espèces protégées) concernent tant le dossier Déclaration d’Utilité Publique que le dossier d’Autorisation Environnementale

Le procès-verbal de synthèse a été remis en mains propres au maître d’ouvrage le jeudi 20 juillet 2023, soit dans les huit jours suivant la clôture de l’enquête, dans les bureaux du Conseil Départemental de la Corrèze conformément à l’article 6 de l’arrêté de Monsieur le Préfet.

Le mémoire en réponse du maître d’ouvrage est parvenu au commissaire enquêteur en version dématérialisée le 26 juillet 2023, l’original ayant été envoyé au domicile du commissaire enquêteur le 28 juillet 2023, dans les 15 jours suivant la remise du procès-verbal de synthèse.

***2.4 Conformité et compréhension du dossier sur la forme***

Conformément à l’article R.128-8 du code de l’environnement qui définit la constitution du dossier de Déclaration d’Utilité Publique, éléments repris par l’arrêté préfectoral du 15 mai 2023 dans son article 1er portant création de l’enquête publique unique, le dossier est composé des pièces suivantes :

* Pièces administratives :*

 1 registre d’enquête à destination de la mairie de Lubersac, siège de l’enquête, constitué de 16 pages reliées, numérotées de 1 à 16.

 1 copie de l’arrêté préfectoral en date du 15 mai 2023 prescrivant l’ouverture de l’enquête.

 1 copie de l’avis d’enquête en format A2

 1 copie de l’avis de l’autorité environnementale émanant de la Mission Régionale d’Autorité environnementale Nouvelle Aquitaine rendu le 12 mai 2023 relatif au dossier de demande d’autorisation environnementale.

 Les extraits des avis administratifs parus dans la presse : La Montagne dimanche, édition du 28 mai 2023 et du 18 juin 2023, la vie corrézienne édition du 26 mai 2023 et du 16 juin 2023.

* Dossier d’enquête préalable à la Déclaration d’Utilité Publique*

 Dossier d’enquête préalable à la Déclaration d’Utilité Publique des travaux- 238 pages doubles :

* Objet de l’enquête, informations juridiques et administratives
* Plan de situation
* Notice
* Plan général des travaux
* Étude d’impact
* Résumé non technique
* Table des 40 figures

 Bilan de la concertation publique

* Du 11/12/2017 au 11/01/2018
* Du 02/09/2019 au 02/10/2019
* Du 03/08/2020 au 28/08/2020

 Annexe 1 : étude des trafics routiers

 Annexe 2 : étude acoustique

 Estimation des domaines

S’agissant du dossier technique, les chapitres et thèmes retenus sont facilement repérables grâce à un sommaire aussi détaillé que précis.

Les tableaux, figures, clichés, graphiques sont de qualité mais d’une échelle pas toujours adaptée.

***Avis du Commissaire enquêteur :***

***La compréhension du dossier présente quelques difficultés pour un lecteur non avisé, même si le résumé non technique facilite l’interprétation du dossier.***

***Cependant la compréhension des cartes remises en supplément à la demande du commissaire enquêteur n’est pas toujours évidente, à noter également que les photomontages sont peu nombreux.***

***L’étude d’impact a été particulièrement bien abordée. À noter aussi que le porteur de projet a été amené à rédiger un mémoire en réponse aux observations de l’avis de l’Autorité Environnementale, la MRAe.***

***Les éléments de réponses fournis viendront enrichir utilement l’étude d’impact présentée au dossier et le commissaire enquêteur sera amené à tenir compte des corrections et précisions apportées.***

***Il en est de même pour l’avis du Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN) et du mémoire en réponse apporté par le porteur de projet.***

***Le commissaire enquêteur conclut que le dossier de demande d’Autorisation Environnementale unique présenté à l’enquête publique est totalement transparent.***

***L’ensemble des thèmes étudiés composant le dossier et notamment les impacts du projet sur l’environnement, la faune, la flore, le paysage, la santé, la sécurité, aucun d’entre eux n’a été négligé, même si des compléments sont demandés par la MRAe et le CNPN.***

***Au travers de l’étude d’impact, le commissaire enquêteur a constaté que le maître d’ouvrage s’est attaché à étudier toutes les interactions entre le projet de déviation, l’environnement et la santé.***

***De son point de vue, le commissaire enquêteur juge que le dossier de présentation est sans carence apparente et d’une bonne facilité de présentation et peut être qualifié de fiable.***

***2.5 Retour sur l’enquête***

***2.5-1 La publicité***

La publication officielle a été réalisée conformément à la législation en vigueur.

Les publications de la presse, les affichages A4 en mairie de Lubersac, les 8 affiches au format A2 couleur jaune positionnées sur le site tout le long du tracé de cette future déviation du bourg de Lubersac ont été effectuées dans les délais légaux, le 30 mai 2023, soit plus de 15 jours avant l’ouverture de l’enquête publique.

L’arrêté d’enquête figurait sur le site internet de la Préfecture de la Corrèze, ainsi que l’avis d’enquête sur le site de la mairie de Lubersac.

Le dossier de présentation, version papier, a été mis à la disposition du public pour consultation en mairie de Lubersac.

Le dossier pouvait également être consulté sur le site internet de la Préfecture de la Corrèze.

L’ensemble des pièces constitutives du dossier et le registre d’enquête ont été tenus à la disposition du public durant toute la durée de l’enquête soit 33 jours consécutifs.

***Avis du Commissaire enquêteur :***

***Le commissaire enquêteur en conclut que l’offre d’accès du public au dossier et au registre d’enquête pour formuler ses observations ont été amplement satisfaits et respectés.***

***La publicité de l’enquête a été suffisamment large et appuyée et relayée par tous les moyens de communication dont dispose à la fois la mairie de Lubersac ainsi que les services de la Préfecture de la Corrèze.***

***Le commissaire enquêteur constate que la procédure au titre des codes et de leurs articles a été en tous points respectée et que celle-ci a été traitée de manière à éviter toute éventuelle contestation.***

***2.5-2 La concertation***

Un dispositif de concertation, d’information, de pédagogie et de communication a été élaboré par le maître d’ouvrage conformément aux articles L.103-2-3 et suivants du code de l’urbanisme.

Le projet de déviation du bourg de la commune de Lubersac a fait l’objet d’une concertation préalable et d’une information la plus large possible s’échelonnant de décembre 2017 jusqu’à août 2020, soit une période relativement longue.

Dès 1999, une première tentative a eu lieu puisque le Conseil Départemental de la Corrèze (Conseil Général à l’époque) avait inclus la déviation de Lubersac dans son programme départemental « Routes 2000 ».

Bien qu’après plusieurs phases d’études et de concertation, un projet fut retenu pour des raisons de réorientation budgétaire malgré que le projet fût déclaré d’utilité publique, la DUP est devenue caduque en 2005.

De nouveau en 2016, le Conseil Départemental de la Corrèze décide de relancer les études et de procéder au choix d’une variante d’aménagement (2017-2020).

Trois concertations ont été organisées :

 Du 11 décembre 2017 au 11 janvier 2018 (98 contributions)

 Du 2 septembre 2019 au 2 octobre 2019 (25 contributions)

 Du 3 au 28 août 2020 (71 contributions)

Sur cette longue période, de nombreux échanges ont été organisés avec l’ensemble des acteurs du territoire concernés par le projet à la fois les services de l’État, les élus locaux, les experts environnementalistes, les propriétaires et les riverains susceptibles d’être impactés.

Entre chacune de ces concertations, le maître d’ouvrage a pu faire évoluer le projet en étant à même de juger l’ampleur des craintes et des enjeux émanant notamment de la population en ce qui concerne les impacts du projet sur l’environnement et aussi y ajouter les ajustements nécessaires.

La longueur de la concertation laisse déjà deviner l’importance accordée par le porteur de projet à la recherche de l’intérêt général, à savoir proposer le tracé qui prenne le mieux en compte l’ensemble des enjeux.

C’est au cours de l’année 2020 que le choix de la variante retenue a été arrêté et que les démarches ont été poursuivies.

***Avis du Commissaire enquêteur :***

***Le commissaire enquêteur constate qu’à la lumière de la pièce « Principales solutions envisagées et justification du choix », chapitre VIII du dossier d’enquête préalable à la Déclaration d’Utilité Publique des travaux fait pleinement ressortir que la concertation s’est étalée sur une période de plus de trois années.***

***L’État participe à la réduction des lourdeurs administratives via la mise en place d’une enquête publique unique qui permet au maître d’ouvrage en application de l’article L.123-6 du code de l’environnement de déposer en même temps le dossier DUP, la demande d’autorisation environnementale et la demande d’autorisation de défrichement.***

***Durant cette longue période, le commissaire enquêteur constate que le maître d’ouvrage a travaillé à lever le plus possible les inquiétudes et à désamorcer les craintes afin de se rapprocher au plus près possible d’un consensus auprès du public, des élus et des propriétaires riverains et associations.***

***À ce stade, il est important de remarquer que sur les propriétaires des 63 parcelles concernées, pour 62 d’entre elles des pré-accords, voire des accords ont été obtenus.***

***Visiblement, l’approche s’est voulue conciliante, de nombreuses rencontres individuelles ont été réalisées.***

***S’il en était encore besoin, le commissaire enquêteur dirait qu’il y a le témoignage d’une réelle écoute et d’une volonté d’aboutir***.

***2.5-3 La participation***

Le commissaire enquêteur a enregistré une participation qui s’est intensifiée dans les deux dernières semaines de l’enquête publique, comme souvent d’ailleurs.

Pas d’observations hostiles au projet, mais des riverains qui ont compris qu’ils avaient là une dernière occasion de s’exprimer et de faire savoir qu’ils attendaient que le porteur de projet prenne en compte leurs inquiétudes quant aux nuisances visuelles et sonores que cette déviation allait leur occasionner.

À noter que les agriculteurs sont surtout venus vérifier que leurs accords soient bien traduits sur la dernière version du dossier, et aussi formuler quelques demandes supplémentaires.

***Avis du Commissaire enquêteur :***

***Une participation que le commissaire enquêteur qualifiera de faible au début de l’enquête et correcte sur la fin.***

***3-* ACCEPTATION SOCIALE DU PROJET**

Il est important également de rappeler que le Conseil Départemental de la Corrèze s’est particulièrement engagé dans la recherche de solutions pour la mise en œuvre d’un aménagement durable du territoire.

La solution recherchée était bien « l’intérêt général » à savoir :

 Une déviation du bourg étant devenue nécessaire, voire indispensable à beaucoup d’égard,

 Un tracé par le nord avait été éliminé assez rapidement pour les raisons évoquées précédemment,

 Un tracé qui contournait le bourg par le sud-est était donc devenu évident.

De ce fait, le vallon du ruisseau de la Faucherie allait être approché avec tous les impacts éventuels sur la biodiversité et par conséquent la nécessité du traitement de ces derniers : éviter, réduire, compenser (ERC).

La zone agricole devant être également approchée avec beaucoup de précautions du fait de la place que tient l’agriculture dans l’économie locale, l’agriculture étant prédominante avec une emprise agricole proche de 60% du territoire communal.

Afin d’éluder le morcellement, d’éviter impérativement de laisser des petites surfaces difficiles à exploiter cela a conduit le Conseil Départemental de la Corrèze à prévoir l’achat de délaissés et enfin de prendre en compte de la meilleure façon le préjudice économique généré par l’impact sur les 8 exploitations concernées.

Les acceptations données par les 8 exploitants témoignent s’il en était besoin de la qualité de l’approche réalisée par le porteur de projet avec l’accompagnement de la chambre d’agriculture de la Corrèze.

Les entreprises des deux zones, les commerces et les artisans du bourg sont eux bien évidemment particulièrement satisfaits de la solution proposée, notamment les entreprises de la zone industrielle du Verdier qui se voient dotées d’un accès direct, tant attendu.

Les riverains du tracé proposé, notamment les habitants du lotissement de la Faucherie ont demandé l’éloignement autant que possible du tracé par rapport à leurs habitations.

Le porteur de projet s’est engagé à apporter une attention particulière au traitement des talus et des écrans visuels et sonores arborés pour réduire au maximum ces impacts.

Enfin, s’éloigner des habitations, prendre en compte la situation des agriculteurs et surtout éviter de passer trop près du ruisseau de la Faucherie, à savoir ne l’intercepter que 2 fois et non 3 comme initialement prévu, constituent un défi difficile à relever d’où un grand nombre de mesures demandées par la MRAe et le CNPN qui devront nécessairement être mis en œuvre et c’est ce à quoi le maître d’ouvrage s’attachera malgré l’impact financier de certaines mesures.

Il s’avère que le maintien de la biodiversité reste bien au cœur des préoccupations du maître d’ouvrage pour ce territoire corrézien.

***Avis du Commissaire enquêteur :***

***Le commissaire enquêteur constate et souligne que le Conseil Départemental de la Corrèze, maître d’ouvrage, a adopté en permanence tout au long de ce processus une attitude de recherche de l’intérêt général de tout un territoire.***

***4-* BILAN GLOBAL**

Le projet de déviation contournera la commune de Lubersac par le sud-est, il comprend 2 raccordements : le premier à la rue du Verdier et le second à la RD148

Il est important de rappeler que le projet de déviation du bourg de Lubersac a pour objectif de répondre :

 À la réduction du transit dans le centre-bourg de Lubersac et plus particulièrement du trafic de poids lourds, il doit en résulter une baisse significative des nuisances actuellement supportées par les riverains et une amélioration marquante de la sécurité pour un meilleur confort des usagers de cette déviation.

 À une qualité de vie améliorée pour tous les riverains des RD 901 et RD 902, notamment les habitants du bourg.

 À un soutien au développement économique de la communauté de communes du Pays de Lubersac-Pompadour

 À la réduction des nuisances sonores pour les habitants les plus exposés.

Le projet consiste en la création d’une voie nouvelle à deux voies d’une longueur de 3,39 km.

Le cadre de vie des habitants du bourg de Lubersac devrait être notablement amélioré grâce au report d’une part importante de la circulation automobile sur la nouvelle voie.

L’aménagement de la déviation du bourg de Lubersac s’inscrit dans le contexte actuel visant à favoriser le développement du territoire par le confortement d’un réseau routier structurant en cohérence avec les politiques départementales.

Ce projet est censé répondre à l’objectif fixé par le Conseil Départemental de la Corrèze, relatif à la mise en œuvre d’un aménagement durable du Pays de Lubersac-Pompadour, en particulier en créant un accès direct aux zones d’activités du Verdier et de Touvent avec une voie rapide et à faire de cette extension du réseau routier local, **un levier de développement économique.**

Les accords déjà obtenus de la quasi-totalité des propriétaires des 63 parcelles concernées, le coût financier et dans une certaine mesure les inconvénients liés à l’environnement ou à l’ordre social ne sont pas excessifs au regard de l’intérêt du projet, l’opération de DUP eu égard l’intérêt qu’elle présente, peut être légalement déclaré d’utilité publique.

Le commissaire enquêteur s’est attaché à apprécier l’intérêt de l’opération projetée en tenant compte de ses inconvénients.

Dans sa vision globale du projet de création de la déviation du bourg de Lubersac, le commissaire enquêteur est d’avis qu’il ne fait aucun doute que le projet présente plusieurs aspects positifs mais aussi quelques faiblesses.

***Sur le plan économique :***

Le transport en mode routier est certes de plus en plus appelé à évoluer et restera un des maillons fondamental le plus sûr et le plus régulier de la chaîne d’approvisionnement.

De plus il faut relever que le territoire rural du Pays de Lubersac-Pompadour concerné par le projet est dépourvu d’alternative ferroviaire.

Les flux à venir liés aux filières logistiques nouvelles seront plus facilement absorbés par la création de déviations irrigants les zones industrielles et les zones d’activité en plein développement.

Le département de la Corrèze s’inscrit dans le droit fil de la dynamique économique et de la compétitivité des entreprises au travers des facteurs clefs que forme le triptyque, rapidité, fluidité et sécurité des approvisionnements, des expéditions ou livraisons des nombreuses entreprises de ce secteur de Lubersac-Pompadour.

Le département de la Corrèze agit pour l’attractivité économique et les emplois induits mais n’en oublie pas pour autant de tout faire pour conserver et assurer la pérennité des entreprises, des artisans et des commerces existants, déjà tel est le cas de ce projet de déviation du bourg de Lubersac devenu incirculable très souvent.

La proximité de l’A20 est un atout fondamental au développement d’entreprises de dimension nationale voire européenne telles que les groupes Valade et Sicame par exemple.

Le projet devrait aussi faciliter les déplacements domicile/travail pour les habitants résidents dans le périmètre immédiat du projet.

Les effets de thrombose seront très fortement réduits voire inexistants : témoins tous les arguments développés par les entreprises locales ayant participé à l’enquête publique.

***Sur le plan sécurité :***

Le projet permettra au bourg de la commune de Lubersac actuellement traversée par un trafic important de camions (220/jour) et de voitures d’améliorer le niveau de sécurité globale.

Ce projet apportera un nouveau souffle et peut-être un nouvel essor au sein du centre-bourg de la commune dans la mesure où cette difficulté de se déplacer pour les piétons ne sera plus présente.

***Sur le plan de l’emprise de la DUP :***

La consommation d’espaces de la DUP majoritairement agricoles est de 18.55 ha, aménagements annexes compris, répartis sur la seule commune de Lubersac.

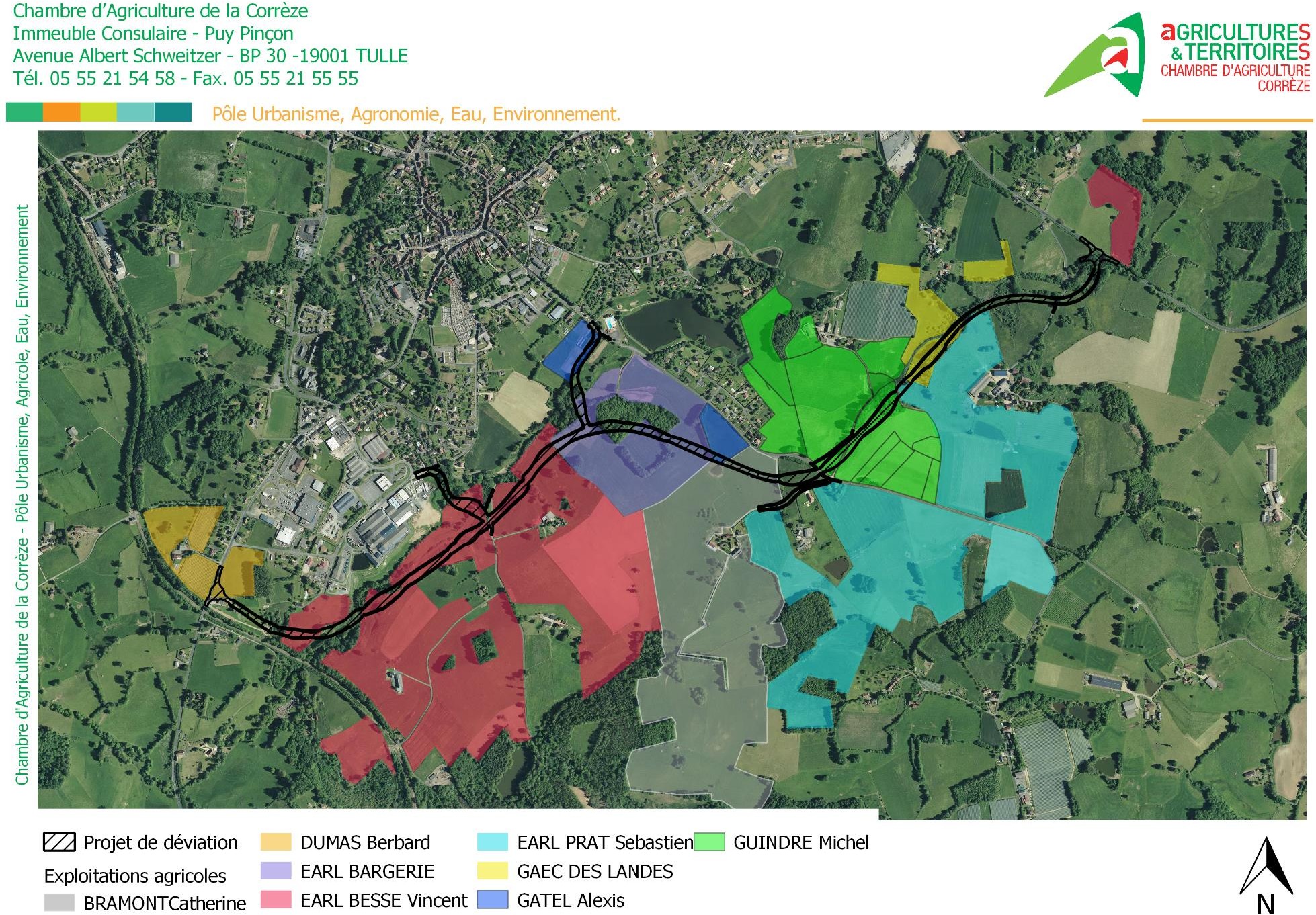
L’emprise totale à acquérir selon l’état parcellaire présent au dossier est bien de 185 571 m2, soit 63 parcelles ou portions de parcelles.

À noter cependant que le projet entraîne une emprise de 12.93 ha sur les terres agricoles déclarées à la PAC en 2017, soit 0.31% des surfaces agricoles communales déclarées à cette même période.

Le département de la Corrèze a fait le choix d’un projet délimité de façon à réduire autant que possible les coupures de parcelles, les allongements de parcours et les surfaces de délaissées agricoles.

C’est pourquoi la variante choisie tient compte du critère de diminution des délaissés agricoles obtenue en se rapprochant par endroits du tracé du ruisseau de la Faucherie, mais tout en respectant aussi les zones humides longeant ce ruisseau.

Ce type de projet présente bien évidemment l’inconvénient d’être consommateur d’espaces agricoles comme le montre le dossier.



Des mesures ERC sont proposées pour limiter l’emprise concernée et les impacts induits.

Le commissaire enquêteur remarque par exemple que les emprises des deux bretelles de raccordement (ZI du Verdier et RD 148) ne paraissent pas excessives.

Malgré un impact relativement fort sur l’agriculture, le commissaire enquêteur constate que seuls 3 agriculteurs sur les 8 concernés ont participé à l’enquête publique et ce pour des demandes complémentaires.

Le commissaire enquêteur tient à souligner que le Conseil Départemental de la Corrèze en s’appuyant sur l’étude de la chambre d’agriculture réalisée en 2021 a porté une attention particulière à ce secteur d’activité si important au niveau local, ce qui a permis d’aboutir à des accords dans les meilleurs délais.

En outre, pratiquement aucun secteur constructible concerné par le projet n’est impacté, seulement 140 m2 au sud du lotissement de la Faucherie basse et le tracé passe en limite des zones constructibles dédiées à l’implantation d’activité (Zone Ux).

Le commissaire enquêteur est d’avis que l’emprise globale de la DUP est proportionnée à l’importance du projet.

***Sur le plan des impacts du projet sur l’environnement :***

L’étude d’impact est correctement documentée et les enjeux sur l’environnement sont bien identifiés.

Le commissaire enquêteur est en outre enclin à examiner le projet sous l’angle des conséquences pour les habitants vivant à proximité du tracé.

Quelques observations concernant les impacts sonores ont été enregistrées par le commissaire enquêteur, montrant que le bruit est un élément environnemental important à prendre en compte.

L’exposition au bruit de certains riverains considérés comme les plus proches du projet est règlementée, aussi le maître d’ouvrage a développé certaines mesures ERC du type haie bocagère masquant l’ouvrage routier là où le besoin s’en fait sentir face au lotissement de la Faucherie Basse.

En ce qui concerne les milieux naturels, faune et flore, le travail d’identification a été détaillé dans l’étude d’impact.

Les mesures ERC mises en place sont proportionnées aux impacts ; les impacts résiduels après application de la séquence Évitement, Réduction ou Compensation en fonction des thèmes identifiés sont classés de la manière suivante :

 Le milieu physique (géologie, topographie) : **nul**

 Le milieu aquatique (hydrologie, hydrogéologie, zones humides) : **moyen**

 Les milieux naturels (flore, habitats, invertébrés, amphibiens, reptiles, avifaune, mammifères terrestres, chiroptères) : **moyen à faible**

 Le paysage et patrimoine (unités paysagères, grand paysage, patrimoine, analyse paysagère de l’aire d’étude immédiate) : **moyen, faible et nul**

 Le milieu humain (voies de communication, activités économiques, contexte agricole, les contraintes et les servitudes) : **faible et positif**

 Le cadre de vie et la santé humaine (la qualité de l’air, l’environnement sonore, les risques naturels, industriels et technologiques) : **faible**

En conclusion générale, le projet de déviation du bourg de Lubersac aura un impact négatif faible sur les volets faune, flore, paysage, patrimoine, milieu humain et milieu physique.

L’impact sera positif pour les usagers de la rue Saint-Jean et plus généralement les habitants du bourg de Lubersac ainsi que les commerçants, les entreprises et artisans des zones du Verdier et de Touvent.

Au vu de ces éléments, le commissaire enquêteur conclut à l’intérêt général du projet.

***5-* ANALYSE DES OBSERVATIONS**

En liminaire, le commissaire enquêteur retiendra plusieurs interventions orales émises par des personnes rencontrées au cours de la phase préparatoire à l’enquête publique et durant l’enquête :

 On y croyait plus !

 Ce projet va-t-il enfin aboutir ?

 Cela fait 25 ans que l’on entend parler de cette déviation, on était résigné !

 Un projet très attendu.

Lors des 5 permanences du commissaire enquêteur, le choix d’un entretien personnel avec les demandeurs qui se présentaient pouvait apparaître souvent long mais nécessaire au motif qu’une analyse au cas par cas s’avérait presque toujours indispensable compte-tenu du volume du dossier présenté.

L’approche des personnes favorables au projet reflète objectivement l’acceptabilité de cet aménagement qui plus que la commune de Lubersac concerne aussi le pays de Lubersac-Pompadour et de Saint Sornin-Lavolps.

***Avis du Commissaire enquêteur :***

***Le commissaire enquêteur a pu apporter les compléments d’informations aux participants lors des permanences du fait de sa connaissance du dossier.***

***Celle-ci est principalement due par la découverte du site avec les élus de Lubersac et les experts concernés par le projet.***

***Les avis du commissaire enquêteur à chaque réponse du Conseil Départemental de la Corrèze suite aux observations du public relevant de la Déclaration d’Utilité Publique :***

***Observation 1 : Denis et Marie José VALANTIN, 5 rue de la Vézénie - 19120 Lubersac***

Remettent un dossier au commissaire enquêteur dans lequel ils souhaitent que le tracé de la déviation du bourg de Lubersac passe le plus loin possible du lotissement de la Faucherie Basse car pour eux ils estiment qu’aujourd’hui ils ne subissent aucunes pollutions sonores et visuelles et que cela ne sera plus le cas avec le tracé proposé (le dossier sera annexé au registre d’enquête).

Ce dossier remis au commissaire enquêteur comprend une lettre rappelant l’historique du travail mené par des habitants du lotissement de la Faucherie basse qui se sont regroupés en association en 2019. Il est joint également un courrier toujours de 2019 adressé à Monsieur COMBY, Vice-Président du Conseil Départemental de la Corrèze, signé par 24 personnes et demandant la révision du tracé de cette déviation. Suite à ce courrier une réponse émanant du Conseil Départemental de la Corrèze porte à leur connaissance en 2019 qu’une attention particulière sera apportée à leur demande et qu’une nouvelle réunion de concertation aura lieu. Monsieur et Madame VALANTIN rappellent que pour eux il est nécessaire de construire une déviation afin d’enlever la nuisance en particulier celle provoquée par les poids lourds. En revanche comme écrit en 2019 il réitère le fait que ce projet de déviation qui pour eux se situe devant un lotissement ne résout absolument pas le problème et bien au contraire le déplace. Ils ont le sentiment qu’il serait assez facile d’établir un tracé en évitant d’impacter des maisons.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*L'éloignement du tracé de la déviation par rapport au lotissement a bien été pris en compte suite aux choix des précédentes concertations. Se référer à cet effet au choix lors de la dernière concertation, de la variante 2 par rapport à la variante 1 dont le tracé longeait la RD148, située le long du lotissement.*

*Un éloignement complémentaire du tracé vers le sud, aurait à l'inverse conduit à un rapprochement excessif de la déviation vers le bâti des lieux dit de Peyrat et de Chapouloux d'une part, et aurait morcelé davantage l'exploitation agricole de ce secteur.*

*Par ailleurs, compte tenu de la proximité immédiate de la RD148 le long du lotissement, la configuration actuelle présente des nuisances plus importantes que celles qui seront induites par la future infrastructure.*

*S'agissant des nuisances apportées par le trafic poids lourds, elles seront sans commune mesure pour les habitants de la Faucherie, par rapport à celles subies par les riverains de la traverse du bourg, dont un exemple est d'ailleurs apporté dans le cadre de l'observation n°4. La déviation telle que prévue est en ce sens conforme aux objectifs.*

*Le positionnement du tracé dans sa partie centrale tel que validé suite aux différentes concertations, constitue ainsi le meilleur compromis entre les différentes zones bâties et agricoles.*

***Avis du commissaire enquêteur sur la réponse du maître d’ouvrage:***

***Le commissaire enquêteur convient :***

*** Qu’il est exact de préciser que le choix du tracé retenu et présenté dans le dossier d’enquête publique fait suite aux 3 concertations organisées de 2017 à 2020 et que ce n’est pas le tracé le plus proche du lotissement de la Faucherie qui a été retenu.***

*** Qu’un arbitrage a dû être fait entre la proximité de ces habitations et un très grand morcellement des 8 exploitations agricoles concernées : la position intermédiaire retenue peut être identifiée selon le commissaire enquêteur comme répondant à l’ « intérêt général ».***

*** Que même s’il est difficile d’imaginer aujourd’hui de façon précise la nouvelle répartition des flux de circulation, il paraît évident de dire que la portion de la RD 148, le long du lotissement sera beaucoup moins fréquentée.***

***Compte-tenu de ces divers éléments, le commissaire enquêteur se range à l’avis du maître d’ouvrage et considère que les inquiétudes formulées par ces contributeurs bien que compréhensibles, risquent de manquer de cohérence comparées à l’ambition du maître d’ouvrage de proposer un tracé sécurisé et économe en emprise agricole.***

***Observation 2 : Michel CHABASSIER, La Chabassière - 19120 Lubersac***

Entièrement favorable à ce projet qui devrait être réalisé au plutôt.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*Le maître d'ouvrage prend note de l'intérêt porté par cette contribution au projet de la déviation.*

***Observation 4 : Maryse VERHILLE, 14 rue Saint Jean - 19120 Lubersac***

Souhaite que la rue Saint Jean soit soulagée des camions tous les matins qui entrainent des embouteillages. Elle est favorable au projet de déviation le plus rapidement possible. Elle note également des incivilités, des accrochages dus à la circulation ainsi que des accidents et une pollution atmosphérique.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*Le maître d'ouvrage prend note de l'intérêt porté par cette contribution au projet de la déviation.*

***Observation 15 : Courrier de l’entreprise LASCAUX Zone d’activité de Touvent - 19210 Lubersac***

Monsieur Cédric LASCAUX s’exprime au nom de l’entreprise LASCAUX pour apporter son soutien à ce projet de déviation du bourg de Lubersac. Il rappelle que l’entreprise emploie 40 personnes sur la commune de Lubersac à la zone d’activité de Touvent et que leurs véhicules d’entreprise tant les poids lourds que les véhicules légers traversent quotidiennement le bourg. Il met en exergue la difficulté de la traversée du bourg qui pose de gros problèmes de sécurité et surtout rend impossible la cohabitation piétons et poids lourds notamment aux heures de pointe et ce malgré le respect des règles de sécurité routière et la prudence dont font preuve ses conducteurs. Toutes ces situations amènent des risques d’accidents permanents et ne peuvent que renforcer la notion d’utilité publique que représente ce projet. Pour l’entreprise, le contournement de Lubersac permettrait d’optimiser et de sécuriser ses déplacements vers les différentes zones d’activités et de chantiers tout en rappelant qu’il permettrait également de ramener une certaine tranquillité et sérénité dans le bourg de Lubersac.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*Le maître d'ouvrage prend note de l'intérêt porté par cette contribution au projet de la déviation.*

***Observation 16 : Courrier de l’entreprise CONTANT, ZI du Verdier BP 12 - 19210 Lubersac***

Monsieur Christophe COLLIN, directeur de l’entreprise CONTANT, PME de travaux publics de 50 salariés, se rendant sur leur lieu de travail essentiellement en voiture souhaite attirer l’attention du commissaire enquêteur sur l’importance de la déviation du bourg de Lubersac et particulièrement sur la création de la bretelle d’accès de la zone industrielle. Cette entreprise a un parc automobile très important avec 2 semi-remorques porte engins, 3 poids lourds avec remorque 19T, 6 camions benne 19T, 4 fourgons avec remorque 3T, 5 pour transporter les mini pelles, 10 fourgons atelier, 2 camions poids lourds 13T, 5 véhicules nacelle et 12 véhicules légers. Leur activité génère un trafic important de véhicules poids lourds et super lourds pour les multiples livraisons de matériels et fournitures journalières nécessaires à leurs chantiers. Sans la bretelle d’accès de la zone industrielle du Verdier, les véhicules venant de l’A20 ou la rejoignant ne peuvent aujourd’hui que traverser le bourg. Un tel aménagement ne peut qu’être favorable au développement des PME sur la zone du Verdier et surtout favoriser l’emploi local. Très favorable à ce projet de déviation en espérant qu’il soit le plus accompli possible et réalisé dans les meilleurs délais.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*Le maître d'ouvrage prend note de l'intérêt porté par cette contribution au projet de la déviation.*

**Observation 17 : Monsieur PECOUT Michel, 3210 route de Saint-Yrieix - 87500 Coussac Bonneval**

Propriétaire de terrain à la Faucherie entièrement favorable à ce projet qui devrait être réalisé au plutôt.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*Le maître d'ouvrage prend note de l'intérêt porté par cette contribution au projet de la déviation.*

**Observation 18 : Monsieur DECAIX Robert, Marsa - 19210 Lubersac**

Favorable à la déviation de Lubersac, ce chauffeur de car précise qu’il il est impossible de se croiser avec les camions dans la rue Saint-Jean. Cette déviation devait être faite depuis 1999.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*Le maître d'ouvrage prend note de l'intérêt porté par cette contribution au projet de la déviation.*

**Observation 23 : Courrier de la société SERIP France Zone industrielle du Verdier - 19210 Lubersac**

Monsieur BATISE Éric, Président de la société SERIP France, confirme qu’il est extrêmement favorable au contournement de Lubersac et encourage qu’un avis positif soit apporté à ce projet. Il précise que tant lui que ses employés empruntent quotidiennement cette route matin et soir et qu’ils sont conscients de la dangerosité du centre-bourg avec cette difficulté de se croiser et obligeant les poids lourds à monter sur les trottoirs. De plus par l’activité de cette société ils reçoivent et expédient un grand nombre de colis livrés par camions et camionnettes et du fait que la société se situe du côté sud-ouest de Lubersac, l’accès à leur usine serait facilité en contournant le centre-bourg.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*Le maître d'ouvrage prend note de l'intérêt porté par cette contribution au projet de la déviation.*

**Observation 24 : Courrier de la société VALADE Zone industrielle du Verdier - 19210 Lubersac**

Monsieur Guillaume ARGAND, Président du Groupe Valade, exprime son soutien au projet de déviation du bourg de Lubersac. Il rappelle que Valade est le premier employeur de la commune avec 200 salariés et que leur activité de transformation de fruits nécessite des approvisionnements et des expéditions avec des volumes importants. Aujourd’hui la configuration du réseau routier impose aux véhicules de traverser le centre-bourg avec le lot de nuisances et de dangers liés par le passage des camions. De plus cette circulation malaisée entraîne une perte de temps pour les chauffeurs qui pour la plupart arrivent de l’autoroute et gagneraient à ne pas entrer dans le bourg. L’accès direct à l’entreprise représentera une amélioration importante dans la fluidité du trafic et un gain en efficacité.

En conclusion le contournement permettra de sécuriser le bourg, de limiter les nuisances pour les riverains et d’optimiser les déplacements vers l’entreprise Valade.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*Le maître d'ouvrage prend note de l'intérêt porté par cette contribution au projet de la déviation.*

**Observation 25 : Courrier de l’entreprise CHAUSSON Matériaux, 1 rue du Verdier - 19210 Lubersac**

Madame Cécile LABBE, chef de dépôt de CHAUSSON Lubersac apporte son soutien au contournement du bourg de Lubersac afin d’éviter le passage dans Lubersac sur une zone fréquentée par de nombreux piétons et avec des conditions de circulations parfois difficiles pour les poids lourds. Rappelle que les approvisionnements génèrent le passage de semi-remorque et camion de livraison entraînant une circulation compliquée. Le contournement évitera des risques en termes d’accidents.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*Le maître d'ouvrage prend note de l'intérêt porté par cette contribution au projet de la déviation.*

**Observation 28 : Courrier de SUPER U, rue du 8 mai 1945 - 19210 Lubersac**

La direction de SUPER U témoigne de sa satisfaction sur le projet de déviation du bourg de Lubersac. Précise que ce projet améliorera le cadre de vie des habitants et apportera la sécurité à la population dans le bourg.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*Le maître d'ouvrage prend note de l'intérêt porté par cette contribution au projet de la déviation.*

**Observation 29 : Courrier de Monsieur BRUNERIE Pierre et Madame LASCAUX Aimée, 15 rue Saint-Jean - 19210 Lubersac**

Habitent au 15 rue Saint-Jean depuis plus de 7 ans et précisent que la circulation a empiré, les camions et les voitures roulent jusque sur les trottoirs. Au sortir de chez eux, il faut faire très attention. Pour toutes ces raisons ils sont très favorables à cette déviation et à sa construction le plus vite possible. Ils sont aussi d’accord avec le tracé choisi.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*Le maître d'ouvrage prend note de l'intérêt porté par cette contribution au projet de la déviation.*

***Avis du commissaire enquêteur sur les réponses du maître d’ouvrage concernant les contributions 2-4-15-16-17-18-23-24-25-28-29:***

***Le commissaire enquêteur constate que sur les 30 contributions, 11 sont très favorables au projet et manifestent une certaine impatience à voir cette déviation tant attendue potentiellement devenir réalité.***

***Il s’agit majoritairement des chefs d’entreprises situés dans la zone industrielle du Verdier et dans la zone d’activité du Touvent, pour 5 d’entre elles, il s’agit soit d’habitants de la rue Saint-Jean, soit des résidents de lieux-dits proches du bourg et qui sont amenés à fréquenter ce passage si délicat du centre-bourg via la rue Saint-Jean.***

***Pour toutes ces contributions, le commissaire enquêteur est d’avis que les arguments évoqués tant par les résidents que les chefs d’entreprises sont de nature à conforter le maître d’ouvrage ainsi que l’autorité décisionnaire de l’urgence de la réalisation de cette déviation, déjà envisagée au cours de la décennie 1990, soit une trentaine d’années.***

**Observation 26 : Courrier de Monsieur Philippe GONZALEZ, Maire de Lubersac, 3 rue Général Souham - 19210 Lubersac**

Monsieur le Maire de Lubersac réitère son profond attachement à la réalisation de la déviation de Lubersac. Il rappelle que ce futur contournement sécurisera la circulation dans le centre-bourg en déviant les poids lourds et aussi en préservant les aménagements urbains régulièrement dégradés. Cette déviation permettra de redonner de l’attractivité au centre-bourg qui bénéficie d’une opération de revitalisation du territoire (ORT) dans le cadre du programme national « Petites villes de demain ». Monsieur le Maire ainsi que son équipe municipale attendent la concrétisation de ce projet majeur pour l’avenir de Lubersac dans la mesure où le tracé leur paraît, en tous points, optimal avec deux sorties indispensables (vers le bourg et au niveau de la zone du Verdier).

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*Le maître d'ouvrage prend note de l'intérêt porté par cette contribution au projet de la déviation.*

**Observation 27 : Courrier de Monsieur Francis COMBY, Président de la communauté de communes du Pays de Lubersac-Pompadour, 32 place de l’horloge - 19210 Lubersac**

Monsieur Francis COMBY, Président de la communauté de communes du Pays de Lubersac-Pompadour, Vice-Président du Conseil départemental de la Corrèze, tient à faire part de son avis très favorable sur le projet de déviation du bourg de Lubersac. Il précise que ce projet tant attendu est vital pour le développement économique du Pays de Lubersac-Pompadour tout en confortant l’attractivité du territoire et en favorisant son essor. Il confirme que la communauté de communes du Pays de Lubersac-Pompadour a délibéré le 11 juillet 2023 favorablement sur le tracé proposé et de plus s’est engagée à mener à bien les travaux nécessaires de dévoiement de ses réseaux d’assainissement.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*Le maître d'ouvrage prend note de l'intérêt porté par cette contribution au projet de la déviation.*

***Avis du commissaire enquêteur sur les réponses du maître d’ouvrage concernant 26 et 27 :***

***Le commissaire enquêteur note que tant Monsieur le Maire de Lubersac que Monsieur le Président de la communauté de communes apportent chacun des arguments extrêmement favorables et soucieux d’un développement harmonieux de tout ce territoire du pays de Lubersac-Pompadour qui regroupent de nombreuses entreprises, PME, PMI et entreprises artisanales pourvoyeuses en matière d’emplois.***

***Monsieur le Maire précise à juste titre aussi que la redynamisation du centre-bourg outre de profiter de cette déviation, bénéficiera concomitamment d’une Opération de Revitalisation du Territoire (ORT) dans le cadre du programme national « Petites Villes de demain ».***

***Le commissaire enquêteur est d’avis d’affirmer que cette déviation du bourg de Lubersac est une condition indispensable à la redynamisation du centre-bourg, sans pouvoir affirmer qu’elle sera suffisante.***

***En effet, il s’interroge sur la non-participation des commerçants du bourg à cette enquête publique, sans qu’il n’y voit une quelconque signification.***

**Observation 5 : Roger et Marie Claude CHAUVIN, lotissement la Faucherie basse, 3 route de Saint Pardoux - 19120 Lubersac**

Ils rappellent qu’ils interviennent à titre personnel. Ils sont favorables à l’instauration d’une déviation à Lubersac toutefois ils souhaitent garder pour le lotissement le caractère paisible ainsi que le maintien de la valeur du patrimoine. Pour cette raison, ils demandent à ce que le tracé de la déviation soit le plus éloigné possible du lotissement. Ils demandent que soit contourné le bois pour le préserver intégralement (bois faisant face au lotissement). Ils ne comprennent pas la mise en place d’une bretelle venant vers la piscine, ils n’en voient pas l’utilité (bretelle de raccordement à la RD 148). Concernant l’emplacement choisi pour la caserne des pompiers face au début du lotissement sur la RD 148, cela ne leur apparaît pas approprié. En effet les intervenants, les sapeurs-pompiers devraient ainsi passer devant l’école, le collège, le terrain de foot, le gymnase, le camping, la piscine et le plan d’eau.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*La majeure partie du boisement a précisément été préservée volontairement entre la déviation et le lotissement, afin de maintenir autant que possible le visuel existant depuis le lotissement.*

*La bretelle de raccordement va précisément permettre de transférer le flux des véhicules venant de la déviation et de Saint-Pardoux, vers le centre bourg, sans avoir à passer par le tronçon de la RD148 situé juste le long du lotissement, préservant ainsi celui-ci de l'essentiel du trafic actuel de la RD148, et futur de la déviation.*

*Le projet de Centre de secours est indépendant du projet de la déviation.*

***Avis du commissaire enquêteur sur la réponse du maître d’ouvrage:***

***Concernant le tracé de la déviation, le commissaire enquêteur formule le même avis que pour l’observation 1.***

***Pour ce qui est de la bretelle de raccordement, le commissaire enquêteur est surpris par cette remarque, car elle aura pour effet direct d’éloigner les flux de circulation du tronçon de la RD 148 située juste le long des habitations.***

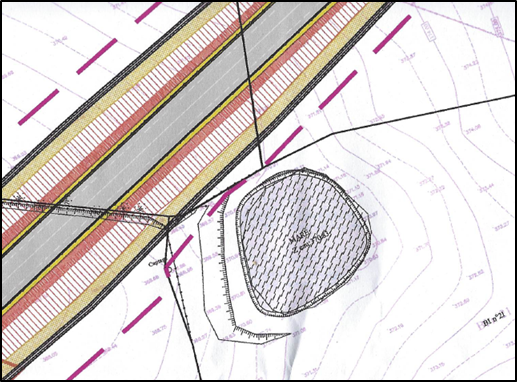
***Quant au projet d’implantation du centre de secours, il est totalement indépendant de l’objet de l’enquête publique.***

***Pour ces deux éléments, le commissaire enquêteur rejoint totalement l’avis du maître d’ouvrage et considère que le choix du tracé de cette bretelle de raccordement est parfaitement cohérent avec l’objectif de ce projet.***

**Observation 7 : Gérard BRAMONT impasse de Chapouloux - 19120 Lubersac** Est surpris de ne pas voir sur le plan le passage tel que prévu au bornage autour de sa pièce d’eau côté déviation.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*Les derniers ajustements d'implantation des limites d'emprises sur site en présence de Mr BRAMONT ont bien été pris en compte sur les derniers plans, conformément à l'extrait joint ci-dessous, afin d'assurer le passage évoqué, entre la mare du riverain et la limite d'emprise de la déviation.*



***Avis du commissaire enquêteur sur la réponse du maître d’ouvrage:***

***Le commissaire enquêteur constate que le plan modifié de la mare joint à la réponse du maître d’ouvrage fait bien apparaître ce passage souhaité par Monsieur Bramont.***

**Observation 8 : Mr et Mme BRETAGNOLLE JJ 1 rue de la Vézénie - 19120 Lubersac Tel : 0626869181 mail jean-jacques.bretagnolle @wanadoo.fr** Question à propos du croisement de la RD 148 avec la déviation (route de Troche), ce croisement se fait-il sur le même niveau ou y a-t-il un pont ? Ils trouvent ce croisement très dangereux tel qu’il est présenté. Il leur paraît utile de prévoir une voie de dégagement pour sécuriser la traversée. Accès Chapouloux supprimé ? La circulation sur la RD 148 devrait être ralentie. Panneau Lubersac en amont de la dernière maison, la plus proche de Troche. Protection visuelle et sonore des dernières maisons (les plus proches de la déviation) par des plantations efficaces et à croissance rapide. Prévoir une signalisation adaptée et respectée à la circulation bretelle + RD 148 en préservant le calme du lotissement.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*Le carrefour entre la RD148 et la déviation est effectivement un carrefour plan en croix, c'est-à-dire que l'ensemble des routes concernées seront à même niveau. Cette configuration est adaptée aux flux de trafic attendus. Les dégagements et distances de visibilité en amont du carrefour sont assurés depuis chacune des branches, pour les vitesses autorisées.*

*Ce carrefour sera par ailleurs sécurisé par l'interdiction des mouvements de tourne-à-gauche, depuis la déviation vers le centre bourg de Lubersac. De plus la portion de la RD148 située au nord de ce carrefour sera autorisée uniquement pour les accès riverains, limitant ainsi très nettement les usagers qui utiliseront la partie nord du carrefour en croix. L'accès vers le centre bourg pour les autres usagers, notamment ceux venant de Saint-Pardoux, se fera par la nouvelle voie créée plus à l'ouest. Enfin, une attention particulière sera portée par le maître d'ouvrage sur les conditions d'approche de la RD148 dans sa partie sud, notamment en termes de signalétique verticale, provisoires et définitives. Des comptages intégrant également les mesures de vitesse, pourront être menés après la mise en service pour vérifier le comportement des usagers.*

*La signalétique de la RD148 au nord de la déviation, dont le tronçon est bordé par le lotissement, sera adaptée aux mesures de police mises en place, concernant notamment les restrictions d'accès aux riverains de la Faucherie ou la délimitation de l'agglomération de Lubersac.*

*Les protections visuelles depuis cette partie de la RD148, seront assurées, soit par le maintien de l'essentiel des boisements et haies situées entre la RD148 et la déviation, soit par la reconstitution d'une lisière boisée dans le cadre des travaux de plantations.*

*La route de Chapouloux est effectivement supprimée, afin précisément de sécuriser le carrefour de la RD148, en évitant la création d'un croisement complémentaire trop proche du carrefour principal. L'accès de Chapouloux est rétabli par la route de Bourbouloux.*

***Avis du commissaire enquêteur sur la réponse du maître d’ouvrage:***

***Par sa réponse, le maître d’ouvrage justifie le choix d’un aménagement de carrefour plan en croix mais se montre attentif aux remarques formulées eu égard la sécurité, et apporte beaucoup de précisions quant à la réorientation espérée des flux de circulation après la mise en service de la déviation.***

***Le commissaire enquêteur constate que le maître d’ouvrage observera avec beaucoup d’attention ce croisement et procèdera au comptage des flux nouveaux afin d’orienter d’éventuelles décisions en matière de signalisation voire limitation de vitesse aussi, si nécessaire.***

***De plus, le maître d’ouvrage confirme que les protections visuelles depuis la RD 148 sont toujours assurées par les boisements existants ou par la reconstitution d’une lisière boisée telle que présentée aux plans figurant dans le dossier d’enquête publique.***

**Observation 9 : Cyril PLAS et Marion NADIRAS, 385 impasse de la Rougerie - 19120 Lubersac** Souhaitent être protégés des impacts visuels et sonores que peuvent engendrer la déviation (protection végétale, talus, arbres). Ils observent sur le giratoire de la RD 902 une amorce de bretelle pour l’accès à la future extension de la zone artisanale de Touvent qui va engendrer pour eux de la gêne de toute nature et espèrent trouver une compensation sur les préjudices occasionnés.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*La déviation est, au droit de la Rougerie, en profil rasant, ce qui limitera l'impact visuel. Par ailleurs, les massifs boisés situés le long des emprises de la déviation seront préservés, créant ainsi un masque visuel entre les habitations de la Rougerie et la déviation.*

*L'amorce de bretelle sera effectivement réalisée dans le cadre des travaux de la déviation, afin de ne pas avoir à modifier le giratoire par la suite, mais le projet qui se raccordera à cette amorce n'est pas de la compétence du Département.*

***Avis du commissaire enquêteur sur la réponse du maître d’ouvrage:***

***Le commissaire enquêteur se félicite que cette amorce de la bretelle pour l’accès à la future extension de la zone d’activité du Touvent figure bien sur les plans présentés au public, ce qui témoigne du souhait de transparence du maître d’ouvrage dans la présentation du projet sous tous ses aspects.***

**Observation 12 : Jean-Pierre MOREAU, 23 route de Saint-Pardoux (Lotissement la Faucherie) - 19210 Lubersac**

Est en accord avec ce projet de déviation en précisant qu’il faut prévoir l’interdiction du passage des poids lourds et véhicules convois agricoles sur la RD 148 avec une signalisation adéquate. Prévoir également des ralentisseurs, limiter la vitesse et végétaliser les talus face au lotissement. Les mesures sont à considérées à partir du croisement de la RD 148 avec la déviation prévue.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*Les poids lourds seront effectivement interdits sur le tronçon de la RD148 passant devant le lotissement sauf besoins spécifiques aux riverains. Par contre, les convois agricoles resteront autorisés pour les besoins d'accès aux parcelles agricoles situés le long de cette partie de la RD148.*

*Concernant les aménagements éventuels sur cette partie de la RD148, se référer à la réponse aux observations du commissaire enquêteur ci-dessous sur cette thématique.*

***Avis du commissaire enquêteur sur la réponse du maître d’ouvrage:***

***Par sa réponse, le maître d’ouvrage évoque tous les aspects de cette évolution et confirme que les convois agricoles seront bien autorisés pour accéder à leurs parcelles agricoles.***

***Le commissaire enquêteur est d’avis qu’il est indispensable que les agriculteurs puissent accéder à leurs parcelles et précise que ces convois agricoles ne doivent pas constituer un flux important.***

***Il précise que le fait que le lotissement de la Faucherie soit situé à la campagne, implique qu’il y ait une circulation d’engins agricoles.***

**Observation 13 : Diana SLYKERMAN, 364 impasse de Maury - 19210 Lubersac – 07.54.35.81.30, diana@lesecretdubourdon.fr**

Souhaiterait savoir si dans les calculs de fréquentation sont incluses les extensions prévues sur la zone d’activités du Touvent.

Aimerait avoir des précisions sur les dates du commencement des travaux de la déviation.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*Les données de trafic relatives à l'activité future sur la zone d'activité de Touvent n'étaient pas disponibles au moment des études de trafic du projet de la déviation, et ne sont de ce fait pas intégrées.*

*Les travaux de la déviation devraient démarrer dès le début du printemps 2024, avec quelques travaux préparatoires de déboisement prévus dès cet automne 2023.*

***Avis du commissaire enquêteur sur la réponse du maître d’ouvrage:***

***Le commissaire enquêteur constate que le maître d’ouvrage confirme les réponses posées par ce dernier lors de l’entretien à de la permanence du mercredi 05 juillet 2023 en mairie de Lubersac.***

**Observation 14 : Paul SIGNOREL, 1056 route de la Geneytie - 19210 Lubersac – 06.68.04.99.56**

Bravo pour ces travaux qui apporteront une tranquillité à Lubersac et particulièrement au bourg. Demande qu’il soit permis aux agriculteurs de pouvoir encore traverser le bourg avec leurs gros engins agricoles.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*Le maître d'ouvrage prend note de l'intérêt porté par cette contribution au projet de la déviation.*

*S'agissant de l'usage des routes en traverse du Bourg, il s'agit d'une compétence de la mairie.*

***Avis du commissaire enquêteur sur la réponse du maître d’ouvrage:***

***Comme le maître d’ouvrage, le commissaire enquêteur se félicite que Monsieur Signorel approuve totalement ce projet et confirme que la circulation des convois agricoles dans le bourg relève de la compétence de la commune et ne concerne pas directement l’enquête publique.***

**Observation 19 : Monsieur Fabrice BARGERIE, 1671 route de Lubersac, la Louvie – 19210 Saint-Pardoux Corbier**

En tant que citoyen habitant à Saint-Pardoux Corbier, propose la création d’un rond-point permettant l’accès à la déviation, à la RD 148, desservant le hameau de la Faucherie, le hameau de Bourbouloux/Chapouloux et le lotissement de la Faucherie (si cela n’est pas souhaité, accès seulement à sens unique pour sortir du lotissement sans y entrer). Dans son courrier, il détaille la dangerosité d’un carrefour à plat qui serait particulièrement accidentogène et qu’il serait difficile pour les poids lourds de tourner à gauche de par leur vitesse. Le rond-point coupera la vitesse et facilitera les entrées et les sorties des véhicules lents et à forte inertie (tracteurs avec remorque). Le bruit sera limité si le rond-point est large car cela oblige les véhicules à ralentir. De plus au niveau financier même si un rond-point serait d’un coût de 300 000 € au regard d’un projet de 13.2 M€ cela ne représenterait qu’une hausse de 2.27%, et ce montant serait vite amorti au regard de l’indemnisation de victimes d’accident à cette intersection. Il rappelle qu’au moins 2 bus scolaires et plusieurs personnes âgées empruntent quotidiennement la RD 148 pour se rendre à Lubersac. Anticiper la construction de ce rond-point dès à présent serait une bonne initiative sachant que le foncier est déjà propriété du département. Cette route n’étant pas baptisée, il propose que d’ors et déjà on lui attribue le nom de Jean Pierre DECAIE au regard de son œuvre pour la commune de Lubersac, pour le canton et son engagement pour la réalisation de cette route. En tant que propriétaire et agriculteur impacté par la déviation, il sollicite à nouveau officiellement le département de la Corrèze et la commune de Lubersac pour pouvoir reconstituer ses surfaces perdues en vue de maintenir une activité agricole équivalente. Comme vu avec Monsieur TOTARO, il souhaite demander la possibilité de couper les chênes le long de sa parcelle BI n°6 et le long du chemin public, cela lui a été accordé oralement par Monsieur Philippe LAUB. Cette demande va dans le sens de la politique du département qui a encouragé l’élagage et l’abattage afin d’améliorer la sécurité routière et protéger les chaussées. Il remarque que le reliquat de sa parcelle n°18 (sous forme de triangle) a vocation à être boisée et que cela ne lui a pas été signifié et qu’il souhaite en savoir plus. Enfin il relève que le projet génère un excédent de 33 000 m3 de déblais et il sollicite l’octroi de quelques camions de terre végétale pour combler des dépressions de terrain sur le site et sur d’autres îlots de sa ferme ainsi que quelques camions de tuf pour reniveler les sols de ses bâtiments d’élevage.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*S'agissant de la gestion du carrefour de la RD148, se référer à la réponse à l'observation n°8, et à celle relative aux commentaires du commissaire enquêteur sur cette thématique.*

*S'agissant de la compensation agricole, celle-ci a été gérée financièrement, compte tenu des difficultés relatives aux disponibilités foncières agricoles sur la commune, pour pouvoir compenser dans le cadre des négociations foncières, par la reconstitution des surfaces perdues.*

*S'agissant des déboisements sollicités :*

* *Compte tenu du maintien des arbres sur les parcelles de Mr Bargerie vendues à la commune, indépendamment du projet de la déviation, permettant ainsi de ne pas perturber l'aspect visuel existant depuis le lotissement de la Faucherie, les quelques arbres situés sur la parcelle BI n°6, pourront être coupés et conservés par Mr Bargerie, sous réserve de l'accord de la DDT, pour intégrer ce défrichement complémentaire à l'autorisation de défrichement,*
* *Concernant le reliquat de la parcelle n°18, il est proposé de le céder à Mr Bargerie en l'état.*

*S'agissant de la disponibilité de matériaux, le maître d'ouvrage précise que le projet reste globalement déficitaire en matériaux, ce qui signifie que tous les matériaux conformes pour la réalisation des remblais seront utilisés pour les besoins du chantier. Il est par conséquent erroné d'indiquer que le projet génère des excédents de déblais, puisqu'il s'agit en réalité de matériaux non réutilisables. Il ne s'agira en particulier pas de matériaux traficables par tout temps après mise en œuvre. Ceux-ci seront pour partie mis en dépôts recensés à proximité du tracé, et pour le reste, évacués par l'entreprise, vers des sites et dans des conditions qui seront proposés lors de la période de préparation du chantier. De ce fait, aucun engagement ne peut être pris à ce stade, quant à la destination des matériaux impropres à la mise en remblais, et il s'agira quoiqu'il en soit, d'une prestation d'évacuation pour mise en dépôt de matériaux non réutilisables, sans autre considération de mises en œuvre particulières.*

***Avis du commissaire enquêteur sur la réponse du maître d’ouvrage:***

***Pour le questionnement concernant les éventuelles problématiques liées au carrefour plan en croix entre la RD 148 et la déviation, le maître d’ouvrage renvoie à sa réponse dans l’observation n°8.***

***Monsieur Bargerie, en sa qualité de propriétaire et agriculteur réitère une demande de compensation agricole ainsi qu’une autorisation de couper certains arbres qui lui aurait été donnée verbalement.***

***Le maître d’ouvrage apporte les précisions utiles à ces demandes supplémentaires.***

***Le commissaire enquêteur est d’avis que les explications fournies par le maître d’ouvrage sur ces différents sujets sont suffisamment argumentées et répondent pleinement à l’observation et note qu’il est dommage que ces points-là n’aient pas été évoqués lors de la négociation globale qui a abouti à un accord de l’ensemble des parties bien en amont de l’ouverture de l’enquête publique.***

**Observation 20 : Monsieur et Madame BRAUGE Roger, 17 route de Saint-Pardoux Corbier - 19210 Lubersac**

Ils souhaitent le maintien de la tranquillité et de la valeur de leur patrimoine en demandant que le tracé de la déviation soit éloigné de leur maison, que le bois soit préservé en passant au-delà. Demandent un rond-point à l’intersection de la déviation avec la route de Saint-Pardoux. Ils précisent que l’implantation de la caserne engendrera un danger compte-tenu de la proximité des écoles et de la piscine.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*L'éloignement du tracé de la déviation par rapport au lotissement a bien été pris en compte suite aux choix des précédentes concertations. Se référer à cet effet au choix lors de la dernière concertation, de la variante 2 par rapport à la variante 1 dont le tracé longeait la RD148, située le long du lotissement.*

*Un éloignement complémentaire du tracé vers le sud, aurait à l'inverse conduit à un rapprochement excessif de la déviation vers le bâti des lieux dit de Peyrat et de Chapouloux d'une part, et aurait morcelé davantage l'exploitation agricole de ce secteur.*

*La majeure partie du boisement a précisément été préservée volontairement entre la déviation et le lotissement, afin de préserver autant que possible le visuel existant depuis le lotissement.*

*S'agissant de la gestion du carrefour de la RD148, se référer à la réponse à l'observation n°8, et à celle relative aux commentaires du commissaire enquêteur sur cette thématique.*

*Le projet du centre de secours n'est pas de la compétence du département et est totalement indépendant du projet de la déviation.*

***Avis du commissaire enquêteur sur la réponse du maître d’ouvrage:***

***En réponse, le maître d’ouvrage réitère le fait que le choix du tracé fait suite aux concertations avec le public ; il précise que la partie boisée est bien préservée.***

***Pour ce qui est du carrefour, il renvoie à la réponse à l’observation n°8.***

***Le commissaire enquêteur constate qu’outre le fait que les habitants de ce lotissement évoquent tous le tracé qu’ils auraient souhaité plus éloigné de leurs habitations, toutefois et surtout évoquent de façon systématique la dangerosité du carrefour plan en croix de la RD 148 avec la déviation.***

***Le commissaire enquêteur souligne ce point et souhaite que le maître d’ouvrage l’intègre dans sa réflexion future quant au choix de l’aménagement définitif.***

**Observation 21 : Monsieur Jean-Pierre LOUBRIAT, 1251 route de Chabanas - 19210 Lubersac**

Souhaite que les écrans végétaux existants soient maintenus voire augmentés. Concernant le bruit il note que les mesures effectuées par VENATECH relèvent chez lui 45 Db le jour et 35 Db la nuit, or avec la déviation il précise qu’il va pouvoir, sans rien dire, accepter jusqu’à 60 Db (la loi le permettant). Souhaite que le giratoire soit repoussé encore vers Uzerche ce qui l’éloignerait de son domicile et éviterait la première courbe de la voie nouvelle et cela engendrerait moins d’impact sur la végétation existante. Relève une grande inquiétude pour lui-même et ses enfants désormais propriétaires de la maison ; la 4ème sortie du giratoire ne le met pas à l’abri de nuisances futures. Précise que pour se rendre à la Rougerie d’autres solutions existent. Met en exergue la dévalorisation de ses biens immobiliers ce qui est une évidence pour lui. Il affirme que l’acquisition de parcelles par le département pour compenser l’impact écologique est un mensonge, une mascarade. Les terrains détruits ne seront jamais rétablis, rajoute-t-il.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*Les boisements et la végétation seront pour l'essentiel supprimés uniquement au droit de l'emprise des ouvrages à réaliser. Au-delà, les massifs seront maintenus, y compris sur des secteurs dont les parcelles ont été acquises par le département. Par ailleurs, des plantations complémentaires seront mises en œuvre le long du tracé, afin de reconstituer les lisières détruites, et les habitats naturels pour l'avifaune notamment.*

*Le positionnement du raccordement à la RD902 n'avait pas été retenu lors des précédentes études de variantes, compte tenu de l'impact sur l'environnement et l'agriculture, ce déplacement n'est pas envisagé.*

Concernant le commentaire sur l'impact écologique, le maitre d'ouvrage précise que c*e sont comme indiqué dans le dossier de demande d'autorisation environnementale, 38 ha de surfaces qui seront consacrés aux mesures compensatoires, pour environ 20 ha d'emprises concernés par le projet, dont une grande partie restera par ailleurs végétalisée dans les emprises. On ne peut pas dans ces conditions parler de mensonge ou de mascarade concernant les efforts entrepris pour minimiser, préserver, voire améliorer la biodiversité.*

***Avis du commissaire enquêteur sur la réponse du maître d’ouvrage:***

***Concernant le souhait d’éloigner le giratoire des habitations, le maître d’ouvrage évoque les arguments qui ont présidés au choix de cette implantation et ce afin de réduire l’impact sur l’environnement et l’agriculture.***

***Le commissaire enquêteur prend acte que par sa réponse le maître d’ouvrage justifie le choix de l’aménagement du giratoire à cet endroit-là.***

***Observation 22 : Roger et Marie Claude CHAUVIN, lotissement la Faucherie basse, 3 route de Saint Pardoux - 19120 Lubersac***

En complément de leur écrit du 1er juillet 2023, ils demandent :

 Une interdiction sur la RD 148 longeant le lotissement de la Faucherie basse, aux poids lourds et aux ensembles agricoles de fort tonnage avec une signalisation adéquate.

 Une limitation de la vitesse à 50km/h sur cette même voie

 La mise en place de chicanes freinant la vitesse des véhicules surtout en haut du lotissement.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*Les poids lourds seront effectivement interdits sur le tronçon de la RD148 passant devant le lotissement sauf besoins spécifiques aux riverains. Par contre, les convois agricoles resteront autorisés pour les besoins d'accès aux parcelles agricoles situés le long de cette partie de la RD148.*

*Concernant les aménagements éventuels sur cette partie de la RD148, se référer à la réponse aux observations du commissaire enquêteur ci-dessous sur cette thématique.*

***Avis du commissaire enquêteur sur la réponse du maître d’ouvrage:***

***Il s’agit d’un complément de l’observation n°5 du 1er juillet 2023.***

***Le maître d’ouvrage confirme que les poids lourds seront bien interdits sur la RD 148 longeant le lotissement de la Faucherie, toutefois que les convois agricoles resteront autorisés pour assurer un accès aux parcelles agricoles situées sur le tronçon.***

***Pour ces éléments aussi, le commissaire enquêteur rejoint l’avis du maître d’ouvrage.***

***Les avis du commissaire enquêteur à chaque réponse du maître d’ouvrage suite ses questions et à ses observations relevant de la DUP :***

 Les craintes exprimées par plusieurs dépositions des résidents du lotissement de la Faucherie Basse interrogent aussi le commissaire enquêteur, au-delà des impacts des nuisances visuelles et sonores. En effet, la bretelle de raccordement prévue à la RD 148 va-t-elle absorber la quasi-totalité de la circulation de la route qui longe aujourd’hui directement ces habitations ou pas ? Quel peut être le devenir de cette voie ? Il est difficile de l’envisager aujourd’hui. Alors pourquoi ne pas convenir avec ces personnes concernées qu’une concertation pourrait être organisée avec elles après quelques mois de fonctionnement de la déviation et de la bretelle de raccordement à la RD 148 afin de décider du devenir de cette route : signalisation particulière, limitation de vitesse ; ou peut-être plus simplement de la réserver uniquement aux riverains après déclassement et rétrocession par le département de la Corrèze à la commune de Lubersac ? Et ainsi aller vers une décision qui serait prise en fonction d’éléments factuels plutôt qu’une décision en amont qui serait perçue comme étant arbitraire.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*Le raccordement de la RD148 à la déviation dans sa partie nord a été souhaité par les riverains et confirmée par la commune, dans le cadre des différentes concertations. Pour autant, ce tronçon de voirie a vocation à n'être utilisé que par les riverains de la Faucherie Basse et de la Faucherie, l'accès au centre bourg étant effectivement reporté sur la future bretelle d'accès se raccordant à la RD148 au nord du lotissement.*

*Il n'est pas prévu à ce stade d'aménagements spécifiques sur la RD148, visant à contraindre la circulation, en dehors d'une signalétique verticale de police d'interdiction d'accès sauf riverains. Les modélisations de trafic ont d'ailleurs été bâties en considérant une absence totale de circulation PL et une circulation VL estimée sur la base des seuls mouvements des riverains.*

*L'objectif reste donc bien de faire en sorte que la bretelle d'accès au bourg puisse capter la quasi-totalité du flux qui transitait initialement par la route du lotissement. Des comptages seront réalisés dès la mise en service, afin de faire un suivi du comportement des usagers.*

*La gestion de la route devant le lotissement n'est pas arrêtée à ce jour, et doit être traitée en concertation avec la mairie. Les différentes pistes évoquées par le commissaire enquêteur sont tout à fait cohérentes, qu'il s'agisse du suivi par comptages, d'une concertation étroite avec les riverains, des mesures correctives à envisager le cas échéant, et bien sûr de la qualification de cette portion de voirie pour définir les compétences respectives entre le Département et la commune.*

***Avis du commissaire enquêteur  sur la réponse du maître d’ouvrage:***

***Le commissaire enquêteur constate qu’aucune des observations recueillies, tant par écrit que lors d’échanges verbaux ne remet en cause le projet de déviation du bourg de Lubersac, y compris les résidents du lotissement de la Faucherie basse.***

***Il tient tout particulièrement à souligner ce point ; en effet tous les intervenants soulignent l’urgence de la réalisation d’une nouvelle voie qui évitera le bourg.***

***Bien évidemment, les observations portent ensuite sur des demandes d’ajustements du tracé pour les uns soit pour évoquer des craintes plus ou moins justifiées de nuisances sonores, visuelles, pollutions, etc…***

***Le commissaire enquêteur tient à signaler que les sujets d’implantation du nouveau centre de secours et/ou du local technique municipal n’ont pas été pris en considération par le commissaire enquêteur, ne relevant pas de ses missions dans le cadre de cette enquête publique.***

***Néanmoins, il ne peut s’empêcher de suggérer à la communauté de communes du Pays de Lubersac-Pompadour et/ou à la mairie de Lubersac d’organiser une communication sous quelque forme que ce soit avec les riverains concernés.***

***Le commissaire enquêteur tient à relever que pour la plupart des riverains du nouveau tracé de la déviation face au lotissement, bien qu’étant conscient que le maître d’ouvrage a accepté lors des concertations de l’éloigner de leurs habitations, ils ont des difficultés à appréhender la répartition des flux de circulation entre l’ancienne voie qui longe le lotissement et la nouvelle bretelle d’accès au bourg : c’est une réaction compréhensible et le commissaire enquêteur note avec satisfaction que dans sa réponse le maître d’ouvrage déclare porter une attention particulière à ce phénomène et procèdera à des comptages afin de constater de façon factuelle le comportement des usagers et d’adapter ensuite les dispositions correctrices si nécessaire.***

 Concernant l’intersection de la RD 148 (route de Saint-Pardoux-Corbier et Troche) avec la déviation projetée, suite aux diverses observations écrites et échanges oraux, le commissaire enquêteur s’interroge sur la « dangerosité » de ce croisement à plat. En effet, les poids lourds allant de la RD 902 vers la zone industrielle du Verdier franchiront ce croisement après avoir parcouru 1 km environ, en descente, ce qui peut rendre difficile toute action de freinage. Le commissaire enquêteur a pris note qu’il n’est pas envisagé de giratoire et de ce fait là interroge le maître d’ouvrage quant aux dispositions qu’il prévoit de mettre en œuvre pour réduire au maximum la dangerosité de ce croisement et ce quel que soit le devenir de la voie longeant le lotissement de la Faucherie basse.

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*Le carrefour plan en croix prévu à l'intersection entre la déviation et la RD148, est adapté aux flux de trafic attendus.*

*Les éléments d'amélioration de la sécurité de ce carrefour déjà pris en compte dans le projet portent notamment sur :*

* *Le respect des dégagements et distances de visibilité en amont du carrefour depuis chacune des branches, pour les vitesses autorisées,*
* *L'interdiction des mouvements de tourne-à-gauche, depuis la déviation en venant de l'ouest, vers le centre bourg de Lubersac,*
* *Les restrictions de circulation sur la portion de la RD148 située au nord de ce carrefour, puisque l'accès sera limité aux riverains de la Faucherie Basse et de la Faucherie, réduisant ainsi très nettement les usagers qui utiliseront la partie nord du carrefour en croix. L'accès vers le centre bourg pour les autres usagers, notamment ceux venant de Saint-Pardoux, se fera par la nouvelle voie créée plus à l'ouest,*
* *Le regroupement des accès à Chapouloux et à Bourbouloux sur la RD148, afin de limiter le nombre d'intersections aux abords du carrefour de la déviation avec le RD148.*

*Le maitre d'ouvrage envisage d'étudier en complément des mesures ci-dessus, la faisabilité d'une voie de tourne à gauche vers Saint-Pardoux.*

*Il n'est toutefois pas prévu à ce stade, de limitation de vitesse en-dessous des 90 km/h sur le tracé, en dehors des zones en approche des giratoires d'extrémités.*

***Avis du commissaire enquêteur  sur la réponse du maître d’ouvrage:***

***Concernant l’intersection de la RD 148 avec la déviation projetée, le commissaire enquêteur lui-même lors de sa première observation du dossier, avait relevé ce carrefour plan en croix, comme devant être un point de vigilance bien que n’ayant pas de compétence particulière dans ce domaine.***

***Il constate sur ce sujet que le maître d’ouvrage a pleinement conscience de cette situation puisque déjà des améliorations ont été prises en compte dans le projet et qu’il continue à étudier d’autres mesures qui pourraient être mises en œuvre si nécessaire.***



 Enfin, le commissaire enquêteur a bien relevé que ce projet très ancien a échoué plusieurs fois en raison de choix et d’arbitrages budgétaires différents au cours des ans. Même si le commissaire enquêteur a bien noté tant dans le dossier d’enquête publique que dans les divers échanges qu’il a eu avec le porteur de projet, les services de l’État et les organismes consultés qu’il existait à priori, non seulement une réelle volonté, mais une urgence quant à la réalisation de ce projet. Comment le Conseil Départemental de la Corrèze peut-il démontrer à la population, aux entreprises, commerçants et artisans du Pays de Lubersac-Pompadour que ce projet de déviation routière du bourg de Lubersac est bien une réelle priorité aujourd’hui dans la mesure où il a été reporté plusieurs fois dans le passé ?

*Réponse du maître d'ouvrage :*

*Les engagements du Département pour mener ce projet à terme, ont été apportés jusqu'à présent par la relance des différentes concertations publiques menées depuis 2018 sans discontinuer. Suite au choix définitif du tracé, cette détermination s'est poursuivie par la finalisation des études et dossiers réglementaires, et la présence aux côtés des services de l'état tout au long de l'instruction.*

*Cette détermination et la priorité donnée au projet de la déviation de Lubersac, s'apprécie par ailleurs au travers des acquisitions foncières à l'amiable, qui ont été menées en parallèle par le Département.*

*Enfin, l'enveloppe financière nécessaire à la réalisation des travaux, est dès à présent intégrée par le Département dans les différents budgets prévisionnels, sur la base de la planification qui prévoit les premiers travaux de déboisement dès cet automne 2023 en fonction de l'obtention des arrêtés, et les travaux généraux dès le printemps 2024.*

***Avis du commissaire enquêteur  sur la réponse du maître d’ouvrage:***

***Enfin quant aux doutes exprimés par certains en ce qui concerne le sérieux de la volonté du Conseil Départemental de la Corrèze de réaliser cet investissement, le commissaire enquêteur se plaît à souligner que le seul fait que les nombreuses concertations aient eu lieu durant 4 années, qu’ensuite les études et l’ensemble des dossiers règlementaires aient été réalisés et soumis à l’enquête publique et qu’enfin les acquisitions foncières soient pour certaines réalisées, pour d’autres en cours et que les programmations budgétaires aient intégré certaines dépenses dès l’exercice 2023, 2024 et 2025 en fonction de l’avancement des travaux, sont des éléments qui suffisent à apprécier le sérieux et la volonté du maître d’ouvrage à réaliser cette déviation si nécessaire à l’essor économique de ce territoire et également pour le bien vivre de ces habitants.***

**6- CONCLUSIONS ET AVIS MOTIVÉ DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR**

À l’issue de l’enquête publique d’une durée de 33 jours consécutifs, après avoir pris connaissance de l’ensemble du dossier d’enquête, visité plusieurs fois les lieux, rencontré Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Corrèze, Monsieur le Président de la communauté de communes du Pays de Lubersac-Pompadour et Vice-Président du Conseil Départemental de la Corrèze, Monsieur le Maire de la commune de Lubersac ainsi que des adjoints, Monsieur le Président de la Commission des Routes et des Mobilités pour le département de la Corrèze, et le maître d’ouvrage, Monsieur le Directeur des Infrastructures, Monsieur le Directeur des routes, pris connaissance des avis des Personnes Publiques et organismes consultés, et de l’Autorité Environnementale et du Conseil National de la Protection de la Nature, pris note des observations et du mémoire en réponse du maître d’ouvrage répondant au procès-verbal de synthèse remis par le commissaire enquêteur et contenant l’ensemble des observations du public et les questions du commissaire enquêteur ;

Le commissaire enquêteur formule l’avis général suivant :

**Vu :**

 Le dossier d’enquête complet et conforme à la règlementation tant par sa composition que son contenu.

 Le dossier mis à disposition du public en mairie de Lubersac pendant la durée prévue dans l’arrêté préfectoral,

 Les affichages aux formats A4 et A2 effectués correctement et maintenus pendant toute la durée de l’enquête.

 La publicité règlementaire effectuée dans les délais par voie de presse.

 La publicité complémentaire faite sur le site internet de la commune de Lubersac ainsi que tout autre moyen dont dispose la mairie de Lubersac.

 Le dossier mis à la disposition du public sur le site internet de la Préfecture de la Corrèze.

 La mise en place du registre d’enquête papier coté et paraphé par le commissaire enquêteur en mairie de Lubersac.

 Les 5 permanences régulièrement tenues.

 Les facilités données au public de s’informer et s’exprimer.

Il apparaît qu’aucun élément ne remette en cause la validité du déroulement de l’enquête publique.

Estimant sur la forme :

 Que les conditions de préparation et de déroulement de l’enquête publique ont été conformes à la législation et à la règlementation en vigueur.

 Que des visites ont été effectuées sur l’emprise accueillant le projet, dans le périmètre rapproché du projet, ainsi que celles nécessitant des précisions complémentaires effectuées sous la conduite de Monsieur le chargé de mission Grands Projets Routiers au Conseil Départemental de la Corrèze.

 La prise en compte de l’avis de l’Autorité Environnementale ainsi que de l’avis du Conseil National de la Protection de la Nature.

 Les réponses du maître d’ouvrage aux observations de l’Autorité Environnementale et du CNPN, notamment leurs recommandations qui ont été dans leurs grandes majorités suivies d’effet.

 De la délibération du conseil municipal de la commune de Lubersac.

 De la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes du Pays de Lubersac-Pompadour.

 Du procès-verbal de synthèse remis en mains propres au maître d’ouvrage.

 Du mémoire en réponse émanant du maître d’ouvrage.

Estimant sur le fond :

Après analyse de l’ensemble des éléments portés à sa connaissance au cours de l’enquête publique, le commissaire enquêteur est enclin à considérer que le projet de déviation du bourg de Lubersac revêt le caractère d’intérêt public pour les raisons suivantes :

 Que le projet de déviation du bourg de Lubersac représente un levier important au carrefour des problématiques climatiques et énergétiques puisque la fluidité du trafic permettra notamment une diminution de la production de Gaz à Effets de Serre (GES).

 Que le projet se situe en droite ligne avec les orientations du plan routier départemental engagé dès 2015 « Routes 2025 ».

 Que le projet de déviation du bourg de Lubersac constitue bien une priorité pour le Conseil Départemental de la Corrèze puisque son financement a été acté lors du vote du budget 2023, comme précisé par le Conseil Départemental de la Corrèze dans son mémoire en réponse en date du 26 juillet 2023, contrairement aux tentatives précédentes où la déviation n’avait pas pu aboutir faute de financement fléché pour sa réalisation.

 Que l’étude montre que le projet de déviation est en adéquation avec les objectifs qui lui sont fixés notamment en matière de soutien du développement des activités économiques. En effet, ce projet tant attendu est vital pour le développement économique de tout le pays de Lubersac et de Pompadour. De plus il redonnera de l’attractivité au centre-bourg de Lubersac qui bénéficie par ailleurs d’une Opération de Revitalisation du Territoire (ORT) dans le cadre du programme national « Petites Villes de Demain ».

 Que les explications fournies par le maître d’ouvrage dans le dossier donnent une vue d’ensemble pertinente sur la cohérence du projet.

 Que l’emprise de la zone DUP est proportionnée à l’importance du projet.

 Que la consommation d’espace attribué au projet de déviation, de l’avis du commissaire enquêteur, ne va pas engendrer de déséquilibres notoires ni sur l’activité agricole ni sur les secteurs naturels.

 Que les mesures compensatoires proposées par le maître d’ouvrage correspondent aux attentes et sont à la hauteur des enjeux que représente le projet.

 Qu’après l’analyse ayant conduit au choix de cette variante plutôt qu’une autre, le commissaire enquêteur rejoint la conclusion du maître d’ouvrage et considère que, bien que ce choix présente un certain impact sur les zones humides, il correspond le mieux aux critères d’utilité publique.

 Que le projet ne met pas en évidence à ce stade d’éléments susceptibles de porter atteinte à la santé des habitants résidents à proximité du tracé.

 Que ce projet n’impactera pas l’environnement dans la mesure où les mesures compensatoires s’agissant notamment des zones humides, viendront légitimement compenser les effets notables révélés par l’étude d’impact, en application du code de l’environnement.

 Que le projet de déviation aura un impact sur la vitalité du territoire et qu’il sera de nature à renforcer la dynamique au sein de la communauté de communes du Pays de Lubersac-Pompadour.

 Qu’indéniablement la création de la déviation du bourg de Lubersac est une garantie de confort et de sécurité.

 Que le projet répond aux souhaits des transporteurs locaux, régionaux et plus, qui desservent les entreprises locales et qui gagneront en temps et par conséquent en diminution de la pollution.

 Que les acteurs du bassin de vie représentés par le conseil municipal et le conseil communautaire se sont prononcés à l’unanimité pour le projet de déviation.

 Qu’il doit être versé au crédit du département, sa préoccupation visant à favoriser l’économie du sol notamment par la configuration de l’emprise parcellaire arrêtée pour le tracé qui présente l’impact le moins prégnant.

 Que le projet retenu par le département est d’une ambition mesurée et tient compte des réalités du moment s’agissant d’un tracé à 2 voies seulement.

 Que le dossier de Déclaration d’Utilité Publique est solidement et suffisamment argumenté et que le projet de déviation du bourg de Lubersac, compte-tenu des enjeux, revêt le caractère d’une impérieuse nécessité.

